

DERNIER COURRIER.

Paris, Mercredi 13 mars.

Elections.

RÉSULTATS COMPLETS ET DÉFINITIFS.

Carnot,	132,951
Vidal,	128,385
De Flotte,	127,005
F. Foy,	125,908
La Hite,	125,479
Bonjean,	125,416.

Aux élections générales du 13 mai 1849, sur 281,449 votants, les voix s'étaient réparties comme suit :

Murat,	434,825
Ledru-Rollin,	130,070
Lagrange,	128,087
Boichot,	127,998
Bedeau,	121,501
Lamoricière,	121,632. etc.

Aux élections partielles du 8 juillet sous l'impression de la journée du 43 juin.

Les 11 candidats conservateurs avaient passé à une majorité de 127,500 voix pour M. Lanjuinais, placé en tête de la liste, et de 110,875 voix pour M. Boinvilliers qui venait le 41^e.

Monsieur Goudchaux qui venait en tête de la liste de l'opposition n'avait eu que 103,602 voix. Monsieur Guinard n'en avait eu que 95,321.

On annonce officiellement que les élections départementales donnent le chiffre suivant :

Candidats socialistes,	22
Candidats conservateurs,	7

On assure que c'est dans le Var, le Cher et l'Allier que les listes du grand parti de l'ordre ont triomphé.

Le Journal des Débats appelle le scrutin de Paris un échec grave.

L'Assemblée nationale, demande au pouvoir ce qu'il entend faire des forces maritimes qu'il a dans les mains, et s'il ne croit pas urgent d'agir, quand il a encore avec lui la majorité de l'Assemblée.

L'Ordre constate la défaite d'hier, comme un symptôme incontestable de ce qu'il appelle l'impudence du président.

Départemens.

Le ministère a reçu les résultats des élections dans plusieurs départemens. Nous y ajoutons les renseignements particuliers qui nous ont été transmis :

Alger. — La liste modérée avait un avantage de 2,000 voix sur la liste socialiste.

Bas-Rhin. — MM. Gerard, Vidal, Valentin, Laboulaye, Hochstull, candidats socialistes, l'ont emporté.

Cher. — Elus : MM. de Vogue et Poise-Desgranges, candidats de l'opinion modérée. (Ils ont obtenu 8,000 voix de plus que les candidats de la liste socialiste.)

Haute-Vienne. — M. Ducoux, candidat socialiste, a été élu.

Loir-et-Cher. — La majorité est acquise à M. d'Eschegoyen candidat socialiste.

Nièvre. — Elu : M. Charles Gambon, candidat socialiste.

Saône-et-Loire. — Triomphe pour les socialistes. Elus : MM. Esquiros, Madier de Montjau aîné, Charassin, Buvignier, Hennequin, Doin.

Var. — La liste du comte modère l'emportait seulement de quelques centaines de voix.

C'est vendredi 15, à 8 heures, qu'aura lieu à l'hôtel-de-ville, salle St-Jean, le dépouillement des votes de tous les scrutins du département de la Seine pour l'élection de 3 représentants du peuple à l'Assemblée nationale. MM. les maires seront assister des juges de paix. — Les résultats étant connus l'opération aura moins d'intérêt que d'habitude.

Après l'opération M. le préfet de la Seine se rendra à la porte de l'hôtel-de-ville, sur une estrade, pour proclamer au peuple le résultat officiel du vote.

Les élections de Paris ont produit une profonde impression à l'Elysée. M. le président de la république a été très affecté de cet explosion d'opposition et de mécontentement politique qui lui venait de la part de la population parisienne, lorsque rien ne lui paraissait la motiver. Les amis du président se montraient aujourd'hui très inquiets de cette disposition des esprits à Paris et des progrès du socialisme qui menaçait d'une manière décisive la prolongation des pouvoirs présidentiels.

On parlait beaucoup aujourd'hui même à l'Elysée d'un changement de ministère. — On peut dire que l'avènement d'un cabinet fort et à la hauteur des circonstances des événements graves de l'intérieur et de l'extérieur est plus nécessaire que jamais. — Le ministère actuel laisse la France couler vers l'abîme.

Les allées et venues des ministres, hier, toute la soirée et ce matin à l'Elysée, étaient incessantes.

On craignait ce matin dans le monde diplomatique que le résultat des élections de Paris ne fût un symptôme assez grave pour amener une guerre contre la France. Les puissances du nord voudraient prendre leurs précautions contre l'élan révolutionnaire que vont donner en l'Europe les élections socialistes de la capitale de la France.

Aujourd'hui à une heure, la grande duchesse de Bade a eu une longue conférence avec le général de Gramont, le chevalier d'honneur de la duchesse s'est rendu chez le général pour l'inviter à ce rendez-vous, auquel on assigne un but politique et diplomatique d'une grande importance.

Le président de la république a visité aujourd'hui la caserne de la nouvelle France. Il a traversé une partie des boulevards en calèche découverte. Quelques cris de vive la république se sont fait entendre. Mais ils ne sont devenus nombreux que sur un pont où quelques chevaliers de la légion du 10 décembre ont essayé de faire entendre le cri de vive le président.

M. Louis Bonaparte était comme à l'ordinaire, en uniforme de général de la garde nationale, avec le chapeau à plumes des grands jours. M. le général d'Hautpoul l'accompagnait.

Marseille, 19 à 4 heures, 41 à Chabot-sur-Saône, 11 à Auxerre 40 à Beauvais, 82 à Cambrai et ses environs.

Le 24 août. — La ville de Lyon est cernée, le bombardement commence et pendant que Kellermann y lance cinq cents bombes et mille boulets, 13 Montagnards D. Louis-Crève fait arrêter et exterminer tous ceux des habitants qui foulaient, n's couleux leurs biens, et fait guillotiner sous ses yeux ceux qui tombent entre ses mains.

Le 27. Les montagnards ravagent tellement la ville de Toulon, que les habitants, pour échapper à leurs infamies, sont réduits et contraints à réclamer la protection des Anglais.

Le 5 septembre. — La Convention décrète la formation d'une armée de révolutionnaires qui devra parcourir la France, et dit qu'elle devra traîner à sa suite le rasoir national, ombre des nobles coureurs, et qu'elle devra dans sa route, immoler tous les modérés, sans distinction de sexe ni d'âge, et de plus, les femmes, les enfans et les vieillards des proscrits, disant que chaque dénonciateur aura un quart des biens de ceux qu'on enverra à la hache des exécuteurs, tel le veut la justice du peuple.

Le 7. — La Convention décrète l'arrestation de tous les banquiers; les Montagnards battent monnaie sur l'échafaud en s'emparant de tous les biens de leurs victimes.

Le 17. — La Convention décrète l'arrestation de tous les suspects, et dit : Sont suspects ceux qui ne peuvent justifier de l'acquiescement de leurs devoirs civiques, ceux à qui il a été refusé des certificats de civisme.

Le 21. — Décret qui oblige les femmes à porter la cocarde tricolore sous peine de huit jours de prison pour la première fois, et, en cas de récidive, d'être guillotines.

Le 25. — Le décret de la Constituante qui disait que jamais il ne pourrait y avoir plus de douze cents millions d'assignats est cassé par la Convention, qui décrète la fabrication de deux milliards nouveaux.

Le 3 octobre. — La Convention fait arrêter les soixante-six députés qui ont signé la protestation contre la journée du 31 mai. Ils sont guillotines 3 jours après leur arrestation.

Le 9. — Les Montagnards, à Lyon, font mettre sur deux rangs les défenseurs de cette ville, parvenus à échapper à la massacre, et les font fusiller sans pitié; cinquante-cinq échappent à la mort en se couchant parmi les cadavres.

Le 11. — Le Montagnard Chabot demande le supplice de la Reine, et dit : Quant au petit Capet, l'apothicaire nous en débarrassera.

Le 12. — La Convention décrète que Lyon sera détruit et son nom effacé du tableau des villes de la République. Les Montagnards Barras et Fréron, dans une proclamation, déclarent que la Terreur est à l'ordre du jour, et que toutes les boutiques de Marseille seront transformées en forges nationales.

Le général Montagnard Doppet écrit à la Convention et lui annonce qu'il est maître de Lyon, que la troupe de Bory s'est échappée, mais qu'il reste encore assez de monde pour satisfaire la vengeance nationale, qu'il va se mettre à la besogne et que dans deux jours tout sera fini.

Un peloton de cuirassiers, le pistolet au poing, marchait en avant de la voiture.

On lit dans la Presse. — « On disait qu'après avoir été informés du résultat du scrutin, M. de La Hite, ministre des affaires étrangères, et M. Carlier, préfet de police, étaient allés déposer leurs démissions entre les mains de M. le président de la république. — On croit à l'envoi d'un message qui motiverait le changement de politique sur le changement de majorité. — « Ces deux nouvelles ne présentent aucun caractère de probabilité. »

On répandait aujourd'hui le bruit que le président de la république avait l'intention d'abdiquer ses fonctions et de déclarer dans un message solennel au pays qu'il le laissait maître de ses destinées. Il est certain qu'une nouvelle élection pour la présidence trancherait toutes les difficultés et rendrait la position nette pour tous les partis. Mais quel en serait le résultat, cette question est résolue d'avance par le nombre des départemens qui ont formé la majorité de l'Assemblée.

Hier au soir après l'apparition des journaux du soir, trois des grandes ambassades ont immédiatement expédié des courriers à leurs gouvernemens pour leur faire connaître le résultat des élections. Nous avons entendu dire dans l'une de ces ambassades que le résultat allait influencer d'une manière toute particulière et immédiate sur la direction de la diplomatie européenne.

Le bruit a couru aujourd'hui à l'Assemblée que lord Palmerston avait envoyé à l'amiral Parker l'ordre de détacher de la flotte quelques vaisseaux destinés à se rendre sans retard devant Naples pour appuyer la note dans laquelle le gouvernement anglais demande, pour les Siciliens, la constitution de 1812.

Le mot d'ordre a été donné dans les clubs : soyez calmes, inoffensifs, déroutez par votre attitude les provocations de la police. — C'est j'ai de pareilles recommandations publiques que les agitateurs habiles cachent les manœuvres sourdes auxquelles se livrent ses agens. La ruse a beau être vieille, elle n'est pas usée. Beaucoup de bonnes gens s'y trompent et s'y tromperont.

On disait aujourd'hui que les socialistes avaient l'intention de célébrer le triomphe électoral par une illumination universelle de Paris. Ce serait la manifestation des lampions à laquelle ils avaient prudemment renoncé le 24 février, mais pour l'exécution de laquelle leur succès leur donna plus de confiance. Toutefois les chefs du parti savaient bien ce que l'autorité leur réserverait s'ils troublaient l'ordre, donnent à leur peuple des conseils de prudence, ainsi la Voix du Peuple M. Proudhon adresse aux socialistes la proclamation suivante :

Au peuple.

Un peuple réellement digne de la liberté, est modéré dans sa joie. La liste républicaine triomphe; ne gâtons point notre victoire par des démonstrations intempestives. Nos adversaires guettent toutes les occasions de désordres; au besoin ils en font naître pour amener la répression et reprendre par la peur l'empire qu'il leur échappe. Quiconque se livrerait à une démonstration quelconque serait un traître et un perturbateur du repos public. Nous invitons les citoyens à le saisir et à le conduire d'office devant l'autorité compétente. Nous sommes les hommes de l'ordre de la conservation. Laissons les séditions et tout ce qui les provoque aux ennemis de la constitution et de la république. Les autres journaux rouges y compris la Presse de M. Girardin répètent à peu près la même recommandation, seront-ils écoutés ?

On lit dans la République de 1818, journal de Bourges : « On avait placardé à Massay (Cher), dans la nuit de samedi à dimanche dernier deux affiches ainsi conçues : « restauration de la guillotine, mort aux aristos et aux mauvais riches parvenus. » Au peuple ses droits. « Et au bas de ces trois lignes étaient destinées deux potences, à chacune desquelles étaient pendue une personne qu'on reconnaissait très-bien. L'une de ces victimes en effigie était une jeune fille de 18 ans : ! ! Lisez ces mots, M. Michel qui n'êtes pas de Bourges, ce dont nous sommes fiers, lisez ces mots : Mort aux mauvais riches parvenus, et voyez le sort qui vous attend si vos amis d'aujourd'hui triomphaient jamais. »

On annonce comme devant paraître demain un nouveau journal socialiste le 24 février. Cette feuille quotidienne aura pour rédacteur en chef M. Barillon, était ex-rédacteur du journal La Liberté.

Ce n'est pas assez de Camille Desmoulins, cette glorification ardente de l'échafaud de 93, une nouveauté plus saisissante, plus révolutionnaire, plus impie, va être dit-on, jetée en pâture aux passions populaires. On annonce comme devant faire bientôt son apparition sur l'un des théâtres des boulevards un drame intitulé Jésus-Christ dont l'auteur se nomme Robert Kemp.

Le chiffre de l'armée française à Rome reste fixé à 15,000 hommes et 2500 chevaux. Ce corps expéditionnaire restera indéfiniment en Italie.

C'est demain qu'aura lieu définitivement la première représentation de Notre-Dame de Paris par M. Victor Hugo.

Serions-nous donc menacés d'un coup d'Etat rouge ? qui sait ? Une fois les succès des élections proclamés la sociale ira vite en besogne. Elle n'aura garde de laisser un instant de trêve à la bourgeoisie et au petit commerce qui hier lui faisaient si complaisamment la courbe échelle, et déjà aujourd'hui envisagent avec terreur l'abîme qu'ils ont creusé de leurs mains — à côté de la Prosopée de la Voix du Peuple.

Séance de l'Assemblée nationale. Étant-ce une révolte ? Étant-ce un rêve ? Nous les avons vu là, debout un à un devant cette assemblée muette et glacée d'effroi. On apercevait encore, sous le pli de leurs longs visages, les cicatrices du combat et les traces saignantes du fer et de la mitraille, seulement leurs fronts découverts n'étaient plus ceints de leur auréole d'immortalité. Le sépulchre des morts avait été violé, et, chassés de leur tombe par un sursaut, ils venaient demander justice aux représentants de la France, ces hardis soldats de 1830 et de 1848, cette phalange de martyrs, héros de deux révolutions en six jours. — Quoi ! disaient-ils les morts n'ont-ils plus d'asile sur ce sol sacré de la patrie ? Y a-t-il encore des vengeances même pour ceux qui ne sont plus ? Volez-vous enlever à nos mères, à nos sœurs, à nos frères, jusqu'au respect de nos tombes ?

Qu'avons-nous fait pour mériter tant de haine et tant d'ingratitude ? Partisans de la royauté de 1830, n'est-ce pas sur nos cadavres que s'est élevé ce trône de 1848 ? Assemblée républicaine, n'est-ce pas en vertu de la révolution de février que vous siégez sur ces bancs ? Ah ! si vous laissez proclamer ainsi nos cendres attachées, comme de cette tribune ces trois chaires de nos journées de bataille, attachées ces drapeaux que nous avons reconquis, arrachez ces mots de liberté, d'égalité, de fraternité.

Le 13. — Les boureaux de Lyon accablent à Collet-d'Herbois qui ils sont épuisés de fatigue et ne peuvent plus suffire à leur massacre. « Fantes comme moi, leur dit le Montagnard ; que la haine des tyrans ranime vos forces. Travaillez : je coulis vos apocryphes. »

Le 21. — A Lyon, le saint rasoir national devient insuffisant. Les Montagnards, pour aller plus vite en besogne, font conduire aux Brotteaux leurs victimes par centaines, et tirent dessus à mitraille, on achève à coups de fusils et de balles celles qui respirent encore.

Le 22. — André DUMONT arrive à Bayeux, et en descendant de sa voiture, ce Montagnard s'écrit sur la place, devant ceux qui se trouvaient là : « Il me faut aujourd'hui huit cents couables, et je les tirerai sur cette place les plus forts contribuables, s'ils ne me démontrent pas les contre-révolutionnaires. » A l'instant même, il transforme en prison l'église Saint-Etienne, et fait faire des visites complantes de la cave au grenier, et ses patrouilles ont ordre d'arrêter toutes les personnes que l'on trouvera dans les rues.

Le 26. — Le Montagnard CHAUX, de Nantes, fait guillotiner tous ses créanciers ; manière prompt de payer ses dettes.

Le 26. — Le Montagnard ISORE écrit à la Convention : « Nous avons tué hier douze cents émigrés, sous le moulin de Wervick, nous en avons exécuté un seul que nous avons envoyé à Lille pour entretenir la guillotine en bon état. »

Le 18 novembre. — A Nantes, le Montagnard Carrier fait conduire sur les bords de la Loire cent dix-huit femmes et filles ; elles sont mises toutes nues et attachées deux à deux, après avoir subi tous les outrages, et malgré leurs cris, elles sont précipitées à l'eau ; des Montagnards se promènent dans des barils et percent de leurs sabres toutes celles qui paraissent à la surface de l'eau. Plus de deux cents étaient en cage.

Le 21. — A Nantes, seize cents femmes et filles sont entassées dans la prison. Mourantes de froid et de faim, trente et plus meurent par jour, on laisse leurs cadavres sejourner pendant trois jours. Cette prison devient un lazaret pestilenciel. Carrier offre à quarante proscrits condamnés à mort ou racheter leur vie en nettoyant ces cachots, ils y consentent ; mais plusieurs périssent frappés d'asphyxie sur-le-champ, et ceux qui survivent après ce travail fait sont fusillés par son ordre. Quelle Fraternité !

Le 24. — Ordre de la Convention de guillotiner tous les fermiers généraux, intendans et receveurs de finances.

Le 27. — Ordre des Montagnards de s'ensevelir les morts que dans une serge tricolore, et de mettre à mort tous ceux qui se servaient de draps blancs.

Le 30. — Carrier fait attacher six cents enfans deux à deux, filles et garçons, et les fait jeter à l'eau.

Le 4 décembre. — Quatre-vingt-quinze Montagnards se réunissent dans un banquet ; Chabot, qui preside ce banquet, s'écrit : Viv.

qui résumant nos conquêtes, arrachez cette inscription, « république française, » que nous avons écrite de notre sang.

Legislature du peuple, les vivants vous ont crié : Justice ! et vous ne les avez pas entendus. Les morts viennent à leur tour, vous demander : Justice ! Les repoussez-vous aussi ? Et nous écoutons si cette voix des morts trouverait un écho. Mais rien n'a répondu ?

L'Assemblée, distraite, inattentive, voulait je ne sais quels paragraphes oubliés de sa loi de monopole enseignant, et laissait quelques orateurs persécutés, dans un misérable débat de mots, les intermédiaires d'une séance dont la préoccupation était toute entière au scrutin électoral.

Elle avait oublié les promesses de la tombe des morts, et payée une voix ne s'était élevée pour faire entendre ce cri de réparation que nous attendions en vain. Cette voix, nous l'attendons encore. « Aujourd'hui le triomphe de la république par le suffrage populaire. Demain la revendication du peuple pour la tombe de ses martyrs ! « Est-ce assez clair pour les bourgeois de Paris ? »

Cinq heures. — Le plus grand calme règne à Paris. L'émotion est dans tous les esprits, mais elle ne se manifeste dans la rue par aucun acte de nature à troubler la paix publique. Le pouvoir veille avec le plus grand soin au maintien de l'ordre, et la moindre tentative qui serait faite pour le troubler serait immédiatement réprimée. Les partis sont surpris de leur victoire et de leur défaite, ils attendent. L'autorité se tient sur ses gardes.

Bourse, 3 pour cent 60 80, 5 pour cent 90 85.

AUTRICHE ET HONGRIE.

On écrit de Vienne, 7 mars. Contrairement à la nouvelle annoncée ces jours derniers, que les insurgés de la Bosnie s'étaient dispersés, la Gazette slave-méridionale annonce aujourd'hui que les révoltes de la Croatie turque ont pris le fort de Bihac et chassent les Turcs de toute l'Ukraine. Un musulman, qui était du parti ottoman et possédait une grande influence, s'est réuni aux insurgés, dont il augmente considérablement les forces.

RUSSIE.

L'armée russe est sous les armes, prête à se mettre en marche à tout moment, on ignore dans quelle direction. Les plus anciens généraux ont été mis à la retraite ou envoyés à l'intérieur de l'empire. Il ne reste à l'armée que de jeunes officiers, venant pour la plupart d'obtenir de l'avancement. Les généraux Grabbe et Sobolev attendent une nomination à de hautes fonctions civiles. On dit que de nouvelles forces vont marcher vers la Pologne après une grande revue près de Moscou.

GRECE.

Nous avons parlé d'une dépêche particulière de lord Palmerston à M. Wyse, à la suite de laquelle le blocus était devenu beaucoup plus rigoureux, au moment où on croyait le voir finir. Voici un extrait de cette dépêche. Nous laissons au lecteur le soin de qualifier l'homme qui a recours au mensonge, dans le but d'aggraver encore une mesure politique que ses compatriotes eux-mêmes ont appelé une infamie :

« Le gouvernement anglais a rejeté définitivement toute médiation ou arbitrage concernant le différend entre lui et le gouvernement hellénique (friendly good offices) de la France, afin qu'elle lui vienne en aide (to aid) pour obtenir la satisfaction qu'il demande, et en même temps le redressement de ces réclamations, en fait d'indemnités pour les injustes et atteintes portées en Grèce contre les sujets britanniques (tous les, de la part du gouvernement hellénique ou de ses employés ou autres »

Par un second bateau (autrichien), le ministre anglais a reçu un autre message de lord Palmerston daté du huit février, c'est-à-dire de trois jours postérieur au premier message. Par ce message, le noble lord Palmerston dit à l'amiral : « Le gouvernement de la reine, informe par vos exposés des mesures coercitives que vous avez prises afin de forcer le gouvernement élienique à accepter le redressement des atteintes et injustices faites en Grèce contre des sujets britanniques et « ioniens, les approuve entièrement. »

Athènes est de nouveau dans la consternation, mais les Grecs tiendront bon pourvu qu'ils puissent espérer dans l'assistance de la France, de l'Europe civilisée. La nation tout entière se groupe autour du trône, qui répond au sentiment du peuple par une noble énergie.

On lit dans une correspondance datée du 25 février : « M. Wyse et Parker, ont redoublé la sévérité de leurs mesures extrêmes en capturant de nouveaux navires de commerce, en étendant la saisie des bâtimens jouant au-delà de 26 tonneaux aux caïques, du Pirée, qui ils ont dépouillés de leurs gouvernails et attachés aux flancs ou à l'arrière de leurs redoutables fregates à vapeur ; bien plus, nous pouvons certifier, d'après un rapport officiel qui a passé sous nos yeux, qu'hier ils ont barre, au moyen de câbles, l'étrave entrée du port du Pirée, en sorte que le blocus se trouve de fait appliqué à toutes les marines étrangères. »

« De Syra, d'Hydra, de Spezzia, de Patras, de toutes parts, en un mot, on apprend chaque jour des actes de même nature et des menaces de voies ultérieures, de rigueur pires encore. Il est vrai que quatre navires marchands ont été relâchés, en dernier lieu, à Salamine, par l'amiral Parker, dont deux appartenant à la communauté d'Hydra, un à certain armateur de Spezzia, l'autre à un propriétaire de l'île de Myconos. »

Mais comme cette mesure n'a été qu'une faveur, spéciale, achetée, Dieu sait à quel prix, on n'en peut déduire aucune conséquence matériellement favorable pour l'ensemble de la situation. Si le courrier attendu aujourd'hui vient à détruire le dernier espoir qui se rattachait à la médiation réellement acceptée par l'Angleterre, nous ne savons véritablement pas ce que deviendra l'avenir de ce malheureux pays. »

Soirée dramatique et musicale donnée, au bénéfice de l'Hôpital Civil, par MM. les sous-officiers du 1^{er} régiment de chasseurs carabinières, le 24 mars 1850.

PARTIE DRAMATIQUE. — Le Conseil de Révision, vaudeville en un acte. — La chanson de 2 aveugles ou la jeunesse de Desaugiers, vaudeville en un acte. — Les premières amours d'Arlequin, grande pantomime en un acte.

PARTIE MUSICALE. — Ivanhoé. — Les adieux, duo chanté par M^{lle} *****, et Ca n'est pas perdu, biennet, chantée par M^{lle} *****, Les fleurs de Geneviève, romance chantée par M^{lle} *****,

Enfer ! Tous les convives répondent. Vive la mort ! vive l'acier ! vive le neant ! vive la rage ! du sang ! du sang ! Au même moment on arrête un passant. Cette victime est amenée, on l'égorge, tous ces Montagnards tendent leurs verres et s'avourent ce breuvage au milieu d'adieux rugissemens.

Le 6. — A Lyon, deux cents neuf habitants sont attachés à des arbres aux Brotteaux, et fusillés, puis après lardés de coups de sabres. Les forcés coupent chacun un morceau de leurs victimes qu'ils portent au bout de leur bâton netto.

Le 13. — Dans une proclamation, Carrier donne amnistie pleine et entière à tous ceux des rebelles qui voudront rentrer dans Nantes ; sur la foi de cette pièce authentique, quatre cent quatre-vingts cavaliers se présentent ; le lendemain ils sont fusillés dans la plaine de Sainte-Mauve.

Le 20. — Une affiche collée sur les murs de Toulon ordonne aux habitants de se rendre au Champ-de-Mars, sous peine de mort. Huit mille obéissent ; aussitôt arrivés, les Jacobins et Montagnards, Lester, Beauvais, Robespierre jeune, Ricou, Albette, Barras, Fréron et Salicetti, afin de prolonger leur barbare plaisir, les font ranger le long d'un mur, sur trois rangs, et font tirer à mitraille, sur ces malheureux habitants, trois décharges de quarante pièces ; ceux qui ne sont que blessés sont achevés à coups de fusil ou de baïonnette.

Le 25. — Douze cents enfans sont mis à nu et jetés à l'eau : les Montagnards disent qu'il faut étouffer jusqu'aux nouveaux de la Vendée.

Depuis le premier décembre 1792 jusqu'au 31 décembre 1795, c'est-à-dire pendant trente-sept mois de délire, de destruction et de guerre civile, il y a eu :

A Paris, guillotiné,	18,613
A Paris, guillotines, fusillés et mitraillés,	96,199
A Marseille, divers supplices,	2,728
A Toulon, id.,	44,325
A Nantes, enfans fusillés et noyés,	2,412
— femmes fusillées et noyées,	3,054
— prêtres, id., id.,	700
— nobles noyés,	1,400
— artisans id.,	5,000
Dans la Vendée, par tous les supplices,	900,087

Dans ces six départemens réunis, y compris les villes que je n'ai pas nommées, les victimes des Montagnards se sont élevées, pendant ces trente-sept mois, à deux millions vingt-deux mille neuf cent trois ; on voit donc, que, comme on l'a déjà dit, la France n'était à cette époque qu'une boucherie humaine, les places publiques, que de véritables abattoirs.

70-1.